

Le premier enfant de la nature

Avant-propos

par Pierre-Henri Multon (*)

« **L'** eau, c'est le premier enfant de la nature. C'est ainsi que nos parents disaient lors des veillées. Car elle englobe tout et rien n'est visible, ajoutaient-ils. C'est un monde à part, les êtres les plus extraordinaires et les plus puissants vivent dans l'eau. Ce monde est ambivalent. Par certains de ses éléments, il est identique à celui que nous vivons mais par d'autres, il est fort différent. Nous le respectons aussi » (1). Ces paroles, d'un vieil agriculteur de la région de Thiou, au cœur du pays Dogon (Mali - Burkina Faso), témoignent du respect, parfois de la crainte aussi, inspirés par l'eau. Sous des aspects traditionnellement magiques, les légendes africaines racontent les bienfaits apportés par l'eau et, par opposition, les drames qu'elle engendre par son absence ou ses excès. La récolte est assurée par la pluie bienfaisante, mais le fleuve qui déborde, ou plutôt le « nommo », l'esprit qui habite ce fleuve, a dévoré un

enfant. Voilà toute l'ambivalence du monde de l'eau.

L'eau a été aussi, est encore, en Afrique comme ailleurs, un instrument de pouvoir et de développement. Au cours de l'histoire, toute implantation humaine était corrélée à la présence d'une eau douce et pérenne. Les civilisations antiques se sont construites sur des systèmes d'irrigation fiables. L'Égypte, elle, selon Hérodote, est un don du fleuve. En souvenir de cette importance donnée à l'eau, les départements français portent aujourd'hui, pour 80 % d'entre eux, des noms de rivières. Importance que les pays développés redécouvrent non sans mal face à la réduction sensible des ressources naturelles de bonne qualité. Les nappes d'eau potable s'épuisent, les sols sont de plus en plus chargés d'engrais ou de nitrates, les rivières s'eutrophisent, le climat se dégrade...

Ces changements modifient la perception qu'ont les peuples de leur consommation d'eau. Les pays développés pourront toujours financer la production d'eau potable. « On dessalera l'eau de mer, ce n'est qu'une question de coût » disait mon professeur de droit à Yale. Les pays pauvres, eux, souffrent. Leurs habitants souffrent dans leur corps, les peuples dans leur développement. Sans approvisionnement en eau fiable et de qualité égale, que faire ?... Pour cette raison, alors que l'Onu a décrété les années 2005-2015 décennie internationale « De l'eau pour la vie » (2) et que les Objectifs de développement du millénaire envisagent de réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de population n'ayant pas accès à l'eau potable, nous avons décidé de consacrer un numéro à la question de l'eau en Afrique.

L'Afrique... Ce continent si riche, en terre, en ressources

naturelles, en main d'œuvre, mais si pauvre en ressources financières, manquerait d'eau ? En guise d'introduction, Jean-Louis Oliver, ingénieur général des ponts et chaussées, au terme d'une vie professionnelle consacrée à ce sujet, nous dresse un tableau objectif des ressources en eau de l'Afrique et de son mode de gestion particulier. En outre, il décrit précisément les programmes internationaux en charge de sa mise en valeur. De son côté, Jean-Noël Salomon, professeur à l'université de Bordeaux, aborde la question de l'irrigation : la clé du développement agricole des pays pauvres est à utiliser avec beaucoup de précautions si on ne souhaite pas aboutir à des catastrophes écologiques, parfois même à des drames humains. Démonstration par l'exemple.

Une population croissante et les exigences du développement entraînent en Afrique une exploitation des ressources pouvant conduire à leur gaspillage. La solution pour une meilleure utilisation passe-t-elle par la privatisation de leur gestion, comme l'ont préconisé pendant des années les organismes internationaux ? De cette question surgit automatiquement la polémique autour du mode de gestion de l'eau : l'eau, bien économique ou bien social ? En d'autres

termes, l'eau potable - et l'assainissement des eaux usées - doit-elle être payée par tous et également à son coût de revient, qui est souvent plus élevé que ce qu'on croit ?

Sophie Trémolet, économiste de l'eau, consultante pour nombre d'organisations internationales, dresse un bilan des privatisations en Afrique : un bilan mitigé qui dépend de la volonté des acteurs et du cadre institutionnel mis en place. Donnons également la parole aux praticiens : Francis Leborgne, ancien Directeur général de EDM, société en charge de la distribution d'eau urbaine au Mali pour le compte de la société privée Saur, raconte son expérience et propose des solutions pour répondre aux défis organisationnels de ce secteur en Afrique. Marcel Zadi Kessy, PDG de la Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire (Sodeci) est, depuis les années 70, l'inventeur et le metteur en scène d'un mode d'organisation fondé sur le respect des impératifs culturels africains. Il nous décrit ici sa philosophie managériale. Étonnant sur le papier. Plus impressionnant encore pour ceux qui ont la chance de visiter ses sociétés.

Viennent alors les questions plus particulières du partage des bienfaits de l'eau. Eirah Gorre-Dale, représentante spéciale du WSSCC (3) auprès des Nations unies, aborde le rôle primordial (souvent exclusif)

des femmes dans l'accès à l'eau en Afrique et ses conséquences en termes sanitaire et éducatif. Alain Mathys, directeur du programme « De l'eau pour tous » de la société Suez, explique la problématique de la desserte en eau des populations pauvres et décrit les moyens mis en œuvre par Suez pour y répondre.

La problématique du financement, enfin, est certainement la plus délicate. Les investissements nécessaires dans la distribution d'eau (stations de pompage, traitement, réseaux, réservoirs, etc.) sont souvent coûteux et les tarifs appliqués à des populations pauvres ne permettent pas, la plupart du temps, de rembourser ces coûts. En Afrique, ces installations sont souvent financées dans des conditions avantageuses par le biais de fonds publics internationaux ou d'aides bilatérales. Et malgré cela... ! Inès Frailé, expert senior au département Infrastructures de la région Mena (4) de la Banque mondiale, fait le point des sources de financement de ces infrastructures en Afrique. Des solutions nouvelles, mais plus modestes, existent. Charles Josselin, Président de Cités unies France et André Santini, Président du Syndicat des eaux d'Île-de-France, nous parlent de l'aide financière apportée par les collectivités locales françaises à

des collectivités étrangères dans le cadre de leur budget eau. De beaux exemples de coopération décentralisée efficace.

Bien des problèmes subsistent. L'accès à l'eau reste un défi du XXI^e siècle pour l'Afrique. J'espère que ce numéro aura le mérite de témoigner des efforts démesurés qui sont faits depuis quelques décennies pour s'attaquer à cette question, d'abord en termes de sensibilisation, et aussi, dans la mesure du possible, au moyen de réalisations concrètes. Que faire de plus ?... Continuer. Ne pas désespérer. Apporter chacun une pierre, un grain de sable même, pour répondre à ce dramatique challenge, par-delà les idéologies et les polémiques. Dans cette période de grands changements que connaissent la planète et les hommes, il est

urgent d'agir, si on ne souhaite pas que l'enfant de la nature se gâte, si on ne veut plus entendre cette autre parole d'un agriculteur de Bandiagara, au Mali : « *Dans mon enfance, deux jours après les rites au Yamé, on avait de la pluie. Cela voulait dire que la prière avait été bonne et que les nommos (esprits de l'eau) étaient satisfaits. Maintenant on ne comprend pas, il faut attendre des jours et des semaines pour voir la pluie* » (5).

Notes

(*) Pierre-Henri Multon, polytechnicien (X84), ingénieur de l'Engref, diplômé en Relations internationales (MA) de l'université de Yale, a travaillé 13 ans pour Saur (Bouygues) à des postes liés à la distribution d'eau potable et à l'assainissement. Depuis fin 2004, il est spécialisé sur la ges-

tion des contrats d'eau et d'énergie du groupe Bouygues en Afrique.

(1) Jacky Bouju, *Le génie et le Pouvoir de l'Eau*, Université de Provence, p. 67.

(2) UN International decade "Water for Life" 2005-2015.

(3) WSSCC : Water Supply and Sanitation Collaborative Council.

(4) MENA : Middle East - North Africa (Moyen-Orient - Afrique du Nord).

(5) Jacky Bouju, *Le génie et le Pouvoir de l'Eau*, Université de Provence, p. 62.

